

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 50 - NOVEMBRE 2024



SOMMAIRE

3

EUROPE

par Ombeline BITOUZET, Bastien POULIQUEN et Pierre BONNEAISON
- correction par Pierre BONNEMAISON

6

MOYEN ORIENT

par Juliette MASSE, Alice MARAUX et Rose LOUVRIE-BUOT
- correction par Rose LOUVRIE BUOT et Juliette MASSE

9

AFRIQUE

par Lino TONI, Maxime DUPINET et Sarah BOULLIGNY
- correction par Sarah BOULLIGNY

12

ASIE

par Léa BLANCHET, Baptiste POULARD et Rodolphe UGUEN
- correction par Rodolphe UGUEN

15

AMÉRIQUES

par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL, Wandrille PICAULT
- correction par Blanche ARMINJON

18

ARMEMENT

par Nael YEKBA et Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ
- correction par Clément LE LANDAIS

20

DÉFENSE

par Julien LAURENCIN et Pierre TERNAULT
- correction par Maximilien DESFORGES

RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION

Clément LE LANDAIS

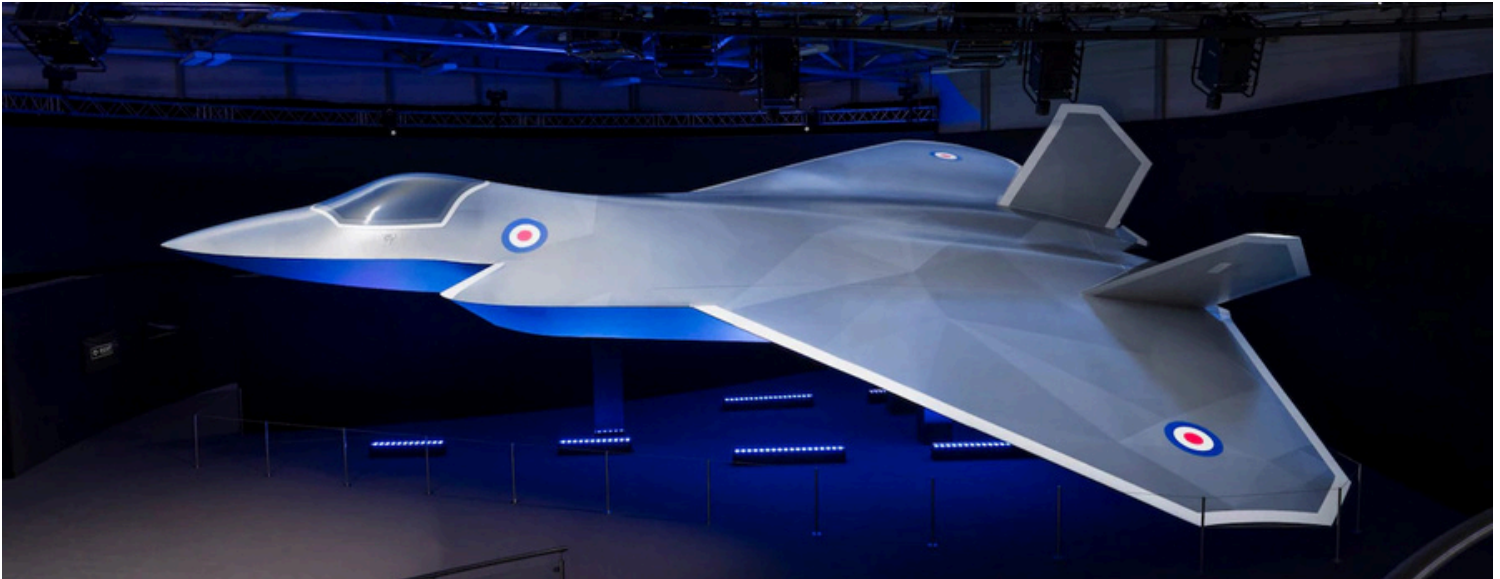
MISE EN PAGE

Lisa AMMOUR et Rodolphe UGUEN

EUROPE

OÙ EN EST LE PROGRAMME DE CHASSEUR DE 6E GÉNÉRATION "TEMPEST"

Interviewé récemment par le magazine Defense News, le Chef d'Etat-Major de l'armée de l'air italienne a tenu des propos ambigus quant à l'avenir du programme GCAP (Global Combat Air Program) et de sa cohabitation avec le programme SCAF franco-allemand.



En effet, selon ses mots : "les Français et les Allemands sont allés de leur côté, néanmoins nous ne pouvons avoir deux programmes similaires en Europe. Cela pourrait être économiquement insoutenable. Il est ainsi très probable qu'une fois que chaque nation aura défini ses attentes, une convergence se fera vers un seul programme". Difficile d'estimer dans quelle mesure cette opinion est partagée chez ses voisins, mais l'Italie a confirmé conserver 33% du programme avec 220 millions d'euros investis cette année, pour un total de 3,8 milliards à l'horizon 2036.

Du côté britannique, si la publication prochaine d'une Defense Review requise par le nouveau gouvernement travailliste a un temps posé la question de la soutenabilité du projet, le risque de retrait semble aujourd'hui écarté. Ce qui n'a pas empêché l'opposition conservatrice de remarquer la réduction du budget ad hoc, celui-ci passant de 1,46 milliards à 1,30 milliards de pounds. Si le ministère de la défense affirme avoir pris cette décision en accord avec les révisions budgétaires de ses partenaires industriels, selon le Daily Telegraph, cette décision serait plutôt dû à une impossibilité politique de faire passer la somme entière au Parlement.

Enfin, du côté japonais, cet engagement à remplacer ses coûteux chasseurs Mitsubishi F-2 (développé en collaboration avec Lockheed-Martin dans les années 1980-90) illustre l'évolution de la doctrine stratégique nationale, par l'abandon du tout défensif vers le développement de capacités opérationnelles certaines. En outre, si ce dernier était limité à l'usage national, le gouvernement japonais a mené d'importantes négociations relatives à l'abandon des restrictions à l'export afin que le F-X (dénomination japonaise) puisse faire l'objet d'accords commerciaux avec ses partenaires de la région.

Bastien POUILLIQUEN

LE PORTUGAL FACE AUX ÉMEUTES DANS LES BANLIEUES DE LISBONNE

Au cours de la nuit du 20 au 21 octobre 2024, Odair Moniz, un homme noir âgé de 43 ans originaire du Cap-Vert au Portugal, est mort lors d'une opération policière. Le gouvernement portugais a annoncé vouloir user de « tous les moyens » pour mettre fin aux troubles liés aux manifestations survenus les nuits qui s'en suivent. Ces types de violence, pourtant rares dans la péninsule ibérique, ont donc été déclenchés par la mort par balle de cet homme, venant d'une des anciennes colonies africaines du Portugal.



Selon les forces de l'ordre, qui ont lancées l'ouverture d'enquêtes criminelles et disciplinaires, il aurait tenté de fuir la police et d'attaquer des agents à l'arme blanche. Il est mort des suites de ses blessures à l'hôpital. Pourtant, cette version est remise en cause par plusieurs informations de presse, ainsi que par des mouvements antiracistes, qui dénoncent des violences policières et un profilage racial. Des émeutes ont éclaté dans les quartiers nord de Lisbonne et dans des communes limitrophes telles que Zambujal, Amador ou Casal, où vivent d'importantes communautés issues de l'immigration. Selon des images télévisées, celles-ci étaient accompagnées de jets de pierre, d'incendie d'autobus et d'ordures ainsi que d'endommagements de véhicules policiers.

En plus des dommages matériels, plusieurs personnes ont été blessées, deux personnes ayant été poignardées et un chauffeur de bus ayant été grièvement brûlé au niveau du visage, de la poitrine et des bras. Ces violences ont par la suite donné lieu à de nouvelles arrestations. Le gouvernement portugais a répondu en mobilisant un large dispositif de sécurité, incluant un renforcement des effectifs policiers et le recours à la surveillance aérienne, ainsi que des réseaux sociaux pour identifier et contrôler les auteurs de troubles. De plus, le ministre porte-parole Antonio Leitaó Amaro a précisé que toutes les ressources nécessaires seraient utilisées pour restaurer la sécurité dans ces zones sensibles, appelant à la sécurité et à l'ordre public. D'après lui, ce sont des valeurs démocratiques dont la préservation doit être garantie, et le maintien de l'ordre doit respecter lui aussi les principes de l'État de droit démocratique. La ministre de l'Intérieur Margarida Blasco, elle, a déclaré souhaiter traduire tous les émeutiers en justice.

Le Portugal, en tant que membre de l'Union européenne a généralement adopté une approche humaniste et modérée en matière de sécurité et d'immigration, toutefois ces mesures de contrôle plus stricte rompent quelques peu avec ces traditions. Elles pourraient susciter des inquiétudes quant aux libertés civiles et au droit à la vie privée. Ainsi le gouvernement portugais devra trouver un équilibre entre sécurité et justice sociale pour maintenir de bonnes relations avec ses communautés immigrées et préserver son modèle inclusif, dans un contexte européen de plus en plus tendu autour des questions de sécurité et d'intégration.

Ombeline BITOUZET

L'INDUSTRIE DE DÉFENSE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE FACE AUX DÉFIS DE SOUVERAINÉTÉ ET DE COOPÉRATION



En seconde position des exportateurs mondiaux de matériel de défense, derrière les États-Unis, la France maintient un rôle central sur la scène internationale grâce à une industrie capable de couvrir presque tous les besoins de ses armées. Forte de 2 000 entreprises cumulant un chiffre d'affaires de 30 milliards d'euros pour la défense, cette base industrielle et technologique (BITD) s'avère essentielle pour l'autonomie stratégique du pays. Cependant, le secteur, face à de nouveaux défis de compétitivité, de dépendance aux exportations et de coopération européenne, doit aujourd'hui repenser ses modèles de développement.

La BITD française repose sur des siècles de tradition étatique, bâtie autour des arsenaux et manufactures d'armement créant une relation étroite avec l'État qui façonne une industrie dont le gouvernement reste actionnaire de grandes entreprises comme Naval Group, Safran et Thales, tout en jouant un rôle clé en tant que client et investisseur en recherche et développement. Aujourd'hui, l'industrie française de défense doit cependant s'adapter à un contexte international en pleine évolution. Avec le changement brutal du contexte international, notamment la guerre en Ukraine, l'Europe prend conscience de la nécessité de renforcer son autonomie militaire. Plusieurs États européens annoncent des hausses budgétaires significatives pour la défense, ce qui pourrait stimuler la coopération industrielle. Toutefois, la dépendance de certains pays vis-à-vis des États-Unis complique cette dynamique. Mais dans un environnement budgétaire tendu, l'industrie française de défense ne peut plus se fier uniquement au marché domestique. Les exportations, représentant 30 % de la production d'armement en 2021, deviennent essentielles, mais cette dépendance pose des enjeux pour la souveraineté. Les contrats d'exportation incluent souvent des clauses de compensation qui obligent les entreprises à transférer des technologies, créant potentiellement des concurrents et affaiblissant l'indépendance technologique de la France. Par ailleurs, les contraintes réglementaires américaines, comme l'ITAR (Traffic in Arms Regulations) posent des barrières aux exportations pour les équipements utilisant des composants américains, soulevant des questions cruciales pour l'autonomie stratégique.

Ainsi, la France et l'Europe font face à un dilemme : comment renforcer leur autonomie stratégique tout en s'adaptant à des marchés globaux en rapide évolution. Si l'État français souhaite soutenir une industrie de défense robuste, il doit également encourager des coopérations européennes pour rester compétitif. Dans un monde où les menaces évoluent, la capacité à allier innovation, souveraineté nationale et partenariats européens déterminera la résilience des capacités de défense en Europe pour les décennies à venir.

Pierre BONNEMAISON

MOYEN-ORIENT

PROPOSITION DE TRÊVE À GAZA PAR LE PRÉSIDENT EGYPTIEN AL-SISSI, ESPOIR D'UN « CESSEZ LE FEU COMPLET » ?

Dimanche 27 octobre, le président égyptien Abdel Al-Sissi a déclaré vouloir proposer une trêve de deux jours dans la bande de Gaza afin de permettre la libération de quatre otages retenus sur le territoire palestinien. Le président Abdel Al-Sissi souhaite que cette démarche engage un premier pas vers un « cessez le feu complet ». Le Qatar qui se présente comme médiateur depuis le début du conflit recevra de nouvelles négociations prochainement sur ce sujet. Le président égyptien a également ajouté vouloir : « sous dix jours des négociations en vue d'un cessez-le-feu complet et de l'entrée de l'aide humanitaire » sur le territoire palestinien.

En effet, ce dernier insiste sur la nécessité de développer de nouvelles stratégies depuis les morts successives des leaders du Hamas provoquant un changement dans les rapports de forces : « Ces succès ont créé un changement dans le rapport de forces entre Israël et ses ennemis et nous permet d'atteindre les objectifs de la guerre ».

Une position appuyée par les Etats Unis et la France dès le 17 octobre dernier et l'annonce d'Israël du décès de Yahya Sinouar, chef politique du Hamas nommé depuis début août, lors d'une opération à Rafah.

Le président américain, Joe Biden a affirmé que le décès de Yahya Sinouar représentait l' « ouverture d'une porte vers l'opportunité d'un chemin vers la paix ».



Toutefois, pour Benyamin Netanyahu la neutralisation du chef politique du Hamas ne matérialise pas l'accomplissement de ses objectifs de guerre à Gaza, tant que des cellules du Hamas existent et continuent à se battre dans l'enclave et que les otages ne sont pas libérés. Pour ce dernier, la seule alternative pour les preneurs d'otage reste : la reddition ou la mort.

De nombreux experts pensent que de son côté, le Hamas mènera des assouplissements et des modifications stratégiques mais aucun changement radical de revendications.

Ainsi, la proposition d'Abdel Al-Sissi de modifications dans la poursuite des opérations : « tous les objectifs ne peuvent être atteints uniquement par des opérations militaires » laisse entendre une nouvelle tentative de négociation. Le ministre de la défense israélienne Yoav Gallant, a employé les termes de « concessions douloureuses » pour « remplir notre devoir moral de ramener nos otages à la maison ». Cela marque peut-être un tournant vers une trêve et un espoir d'une relative désescalade de la situation.

Néanmoins, les raids aériens et frappes israéliennes se poursuivent dans le sud du Liban comme sur les villes de Sour ou de Tyr et dans le nord de la bande de Gaza.

Le bureau de M. Netanyahu a indiqué dans un communiqué que le Chef du Mossad israélien, David Barnea se rendrait au Qatar « pour de nouvelles négociations avec le chef de la CIA Bill Burns et des médiateurs qataris autour d'un cessez-le-feu dans le territoire palestinien ». D'autre part, le Conseil de sécurité de l'ONU a prévu de se réunir ce lundi 28 octobre. La situation reste complexe et les marges de manœuvres restreintes.

Juliette MASSE

MOYEN-ORIENT

MENACES DE L'INTÉRIEUR : LE DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU D'ESPIONNAGE EN ISRAËL POUR LE COMPTE DE L'IRAN, PAR UNE MISSION ANTICIPÉE DEPUIS DEUX ANS

Ce lundi 21 octobre, les autorités israéliennes ont fait part de l'arrestation de sept Israéliens accusés d'espionnage pour le compte de l'Iran. Parmi eux, cinq adultes dont un soldat ayant déserté l'armée, et deux mineurs âgés de 16 et 17 ans, originaires d'Haïfa, du nord d'Israël et émigrés d'Azerbaïdjan. Tous ont été recrutés par des agents des services de renseignement iraniens.

Après deux années d'enquête, ils ont été arrêtés par une opération de la police, jointe à Shin Bet (services de renseignements intérieurs), ainsi que l'armée.

« Ce réseau était chargé de recueillir des informations sensibles sur les bases des forces de défense israéliennes et les infrastructures énergétiques », a déclaré la police israélienne, qualifiant les informations accumulées d'une menace pour la sécurité du pays. Le ministère de la Justice précise dans un communiqué que cette affaire s'avère être « l'une des plus graves de ces dernières années ».

Selon les autorités israéliennes, ils ont effectué en l'espace de deux ans, environ 600 missions contre 300 000 dollars en crypto monnaie. Ils sont accusés d'avoir photographié et collecté des informations sur l'état-major de la défense Kirya à Tel-Aviv et les bases aériennes de Nevaim et Ramat David, pour le compte d'agents iraniens.

L'attaque d'Israël ce samedi 26 octobre contre 20 bases militaires en Iran et d'autres en Syrie et en Irak, constitue un lien entre ces événements.

C'est la première fois depuis les années 1980 que l'Iran est victime d'une attaque aussi conséquente de la part d'un adversaire étranger.



Le ministre israélien d'extrême-droite, Itamar Ben Gvidans, justifie ces attaques en invoquant l'obligation historique de faire cesser la menace iranienne.

Quatre membres de l'armée de la République Islamique d'Iran ont été tués « face aux projectiles de l'entité criminelle sioniste », selon un communiqué de l'armée iranienne.

Qualifiant ces frappes de « violation flagrante » du droit international, le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a déclaré qu'il se « considère en droit et obligé de se défendre ».

Alice MARAUX

MOYEN-ORIENT

ENTRE FAITS ÉTABLIS ET ACCUSATIONS DE MISES EN SCÈNE : L'INCENDIE DE L'HÔPITAL DES MARTYRS D'AL-AQSA ET LA BATAILLE NARRATIVE AUTOUR DU CONFLIT À GAZA

Le 14 octobre dernier, la Défense civile de la bande de Gaza annonce qu'une frappe aérienne sur la ville de Deir al-Balah dans la nuit du 13 au 14 octobre a fait quatre morts et une quarantaine de blessés dans l'enceinte de l'hôpital des Martyrs d'al-Aqsa, abritant alors un camp de réfugiés.

Cette frappe aurait, selon le photjournaliste Ahmed al-Ras, alors présent sur les lieux et interrogé par le Washington Post, provoqué « *l'explosion de bonbonnes de gaz, entraînant alors un incendie* ». De nombreuses images de ce drame ont alors circulé sur les réseaux sociaux. Parmi elles, une vidéo prise sous plusieurs angles où l'on peut voir un corps allongé dans les flammes, en train de brûler vif.

L'armée israélienne a reconnu cette frappe disant avoir visé un « *centre de commandement du Hamas* » mais a rejeté la responsabilité de l'incendie provoqué, indiquant que le feu venait probablement d'une explosion secondaire.

Plusieurs médias du monde entier ont ainsi identifié la véracité de ces images et des faits.

Sur les réseaux sociaux en revanche, notamment sur X, certains nient cet événement à coup de publications accompagnées des termes « *Pallywood* » ou « *Gazawood* », contraction des mots *Palestine* ou *Gaza* et *Hollywood*. Il s'agit d'une expression régulièrement utilisée par des acteurs pro-israéliens afin d'accuser des Palestiniens de mises en scène de souffrance et de mort, dans des vidéos mises en ligne pour sensibiliser à leur cause. « *Quand on aura mis bout à bout toutes les vidéos avec trucages, maquillages, mise en scène, on découvrira Pallywood (...)* » a notamment déclaré la vice-présidente du CRIF (*Conseil représentatif des institutions juives de France*), Nathalie Beizermann le 14 octobre dernier sur X en relayant une vidéo de Bob Hasbara.



Boris Daune, influenceur pro-Israélien nommé « *Bob Hasbara* » sur Instagram (le terme « *Hasbara* » renvoyant aux stratégies de communication et de propagande de l'État d'Israël à destination de l'étranger), poste une vidéo en réaction à cet événement, mettant en doute sa véracité, qualifiant la personne brûlée vive de « *pantin* » et affirmant l'idée d'une mise en scène avec des ficelles tenant un mannequin placé dans le feu. On sait aujourd'hui, par l'authentification des images et des corps, qu'il s'agissait d'un étudiant de vingt ans du nom de Shaaban Al-Dalu, originaire du nord de Gaza, et qu'il était à ce moment-là en hospitalisation, cathéter au bras. Trois autres personnes dont sa mère ont été tuées.

Daune dénonce également la présence sur place du journaliste et influenceur gazaoui Saleh Al-Jafarawi filmant l'homme en train de brûler vif. Ce dernier documente depuis le 7 octobre les destructions dans la bande de Gaza sur ses réseaux sociaux. Les partisans d'Israël et ce jusqu'au compte officiel de l'État le surnomme péjorativement « *Fafo* » (signifiant « *Fuck around and find out* », pouvant se traduire par « *qui fait le malin tombe dans le ravin* ») et l'accuse régulièrement depuis le 7 octobre 2023 d'être un « *acteur professionnel de Pallywood* ».

Plusieurs enquêtes ont ainsi montré que ces accusations ne reposent sur rien de crédible.

La vérification des informations dans des zones de guerre comme Gaza est particulièrement ardue en raison des restrictions d'accès pour les journalistes et des risques pour les équipes de fact-checking. L'abondance d'images souvent difficiles à authentifier car pouvant provenir de conflits précédents et n'ayant pas de rapports avec les événements actuels comme le Hamas, qui fut accusé de nombreuses fois de partager des fausses vidéos de civils, ou encore les réseaux de désinformation comme ici pro-israéliens. Le réseau social X est désormais devenu un champ de bataille parallèle mais tout aussi dangereux des conflits mondiaux auxquels nous sommes tous exposés, mêlant désinformation, contenus violents et haineux et fake news face à de réels appels à l'aide.

Rose LOUVRIE-BUOT

AFRIQUE

UNE INSTABILITÉ RENFORCÉE AU NORD-KIVU EN RAISON D'UN CESSEZ-LE-FEU NON RESPECTÉ

Le 23 octobre 2024, le mouvement du 23 mars (M23), groupe armé en République démocratique du Congo (RDC), s'est emparé de la ville stratégique de Kalembe. Ce groupe mène depuis 2022 des insurrections dans la région du Nord Kivu et, la RDC ainsi que l'Organisation des Nations Unies (ONU) accusent le Rwanda de le financer.

En août 2024, l'Angola plaidait pour la mise en place d'un cessez-le-feu entre Kinshasa et Kigali, chose acquise. Cependant, dimanche 20 octobre 2024, le M23 est entré dans la ville de Kalembe, représentant selon la diplomatie angolaise, « une violation flagrante » du cessez-le-feu établi et un « acte hostile qui met en péril les efforts en cours pour trouver une solution durable au conflit ». Après avoir été repoussé une première fois, le mouvement armé ne s'est pas arrêté là et est de nouveau entré dans la ville de Kalembe, dont il a pris possession, le mercredi 23 octobre 2024.

Sur place, le porte-parole du Nduma défense du Congo-Rénové (NDC-R), Marcellin Shenkuku, a déclaré que « l'ennemi utilise toute son artillerie pour nous massacrer » et « a réussi à prendre une de nos positions ». Les termes utilisés sont à prendre en compte, M. Shenkuku emploie le mot « ennemi » et non « adversaire », cela permet de poser une question quant à l'avenir de ce conflit puisqu'un ennemi n'est pas traité de la même manière qu'un adversaire.

Sur le plan humanitaire, la situation s'aggrave. Des civils sont présents sur les lieux d'affrontements et 14 d'entre eux ont été blessés. D'autres ont été forcés de se déplacer.

Entre tirs, viols et conditions de vies dégradées, il était nécessaire selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (Volker Turk), de mettre en lumière sur la scène internationale, la situation dans la région du Nord-Kivu. C'est pourquoi il s'y était rendu en août 2024. Volker Turk porte le nombre de déplacés à 940 000 cette année et à 6,4 millions depuis le début du conflit.



En fait, par la violation du cessez-le-feu, le M23 révèle intrinsèquement que la diplomatie est remise en cause puisqu'elle ne fonctionne pas dans ce conflit. Le fait que la présence onusienne et congolaise n'arrive pas à se maintenir dans la région, rend propice cette dernière à la prolifération du trafic d'armes. La prise de Kalembe offre au M23 un accès privilégié au territoire de Walikale, une zone riche en minerais, qui pourrait, dans les prochains mois, voir une avancée du groupe armé.

Lino TONI

AFRIQUE

TCHAD-CENTRAFRIQUE : CRÉATION D'UNE FORCE MIXTE DE SÉCURISATION DES FRONTIÈRES

Mercredi 23 octobre dernier, une force mixte de sécurisation a été créée conjointement par le Tchad et la Centrafrique dans l'optique d'assurer un meilleur contrôle des 1200km de frontière séparant les deux pays d'Afrique centrale. Cette force bilatérale a vu le jour au terme d'une commission mixte de quatre jours s'étant réunie à Bangui et ayant aboutie à un accord. Annoncée sur Facebook sur la page du ministère des Affaires étrangères tchadien, la signature de cet accord illustre pleinement le net réchauffement des relations diplomatiques entre N'Djamena et Bangui, en particulier sur les questions et enjeux sécuritaires.

Ce rapprochement émane en grande partie d'une volonté centrafricaine de renforcer la stabilité du pays au travers de plusieurs stratégies bilatérales, comme c'est le cas ici. Les grands principes de cette politique de coopération avaient été rassemblées au sein du « Plan national de gestion des espaces frontaliers », présenté en avril 2024 par la commission nationale en charge de la gestion des frontières. Ce plan avait notamment reçu le soutien de Valentine Rugwabiza, cheffe de l'opération de maintien de la paix MINUSCA (Mission onusienne présente en Centrafrique depuis 2014).



En outre, la création de cette force mixte tchado-centrafricaine de sécurisation des frontières intervient seulement quelques mois après la réouverture de ladite frontière, le 22 mai dernier. A cette occasion, une cérémonie avait réuni les autorités locales des deux pays au poste frontière de Sido, fermé depuis plus de dix ans à la suite d'une décision unilatérale du président tchadien Idriss Deby. Celui-ci avait évoqué des « raisons sécuritaires », alors que la République Centrafricaine continuait de s'enfermer dans une guerre civile opposant la Seleka, ayant renversé le président François Bozizé, et les anti-Balaka.

Depuis lors, la situation sécuritaire du pays n'est jamais revenue à la normale malgré l'opération militaire française Sangaris (2013-2016) et la présence, encore d'actualité, de paramilitaires russes censés protéger le pouvoir en place à Bangui. Plusieurs groupes rebelles continuent en effet de mener des actions violentes contre les Forces Armées Centrafricaines (FACA) et engendrent ainsi une forte instabilité dans la région, profitant notamment de la porosité de la frontière avec le Tchad. Aussi, il sera intéressant de suivre attentivement la mise en place opérationnelle de cette force mixte de sécurisation, ainsi que ses résultats.

Car si elle venait à véritablement endiguer les actes de prédation des groupes armés et autres coupeurs de route opérant dans cette zone, la force mixte constituerait une véritable avancée pour la stabilité politique des deux pays. Elle pourrait également servir d'exemples à plusieurs de leurs voisins confrontés eux-aussi aux mêmes problématiques sécuritaires

Maxime DUPINET

AFRIQUE

LA STRATÉGIE SUD-AFRICAINE DE NON-ALIGNEMENT REMISE EN QUESTION

Du mardi 22 octobre au jeudi 24 octobre s'est tenu à Kazan, en Russie, le seizième sommet des BRICS, une alliance créée en 2009, regroupant initialement les pays émergents du globe. Le 27 octobre 2024, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a été interrogé quant aux propos qu'il avait tenu lors de ce sommet, et cela laisse perplexe l'opinion publique sud-africaine.

En effet, le président sud-africain, membre des BRICS, considère tous les acteurs de cette alliance comme des amis. Précisément, il qualifie la Russie « d'alliée chère » et que le président Vladimir Poutine ainsi que le peuple russe sont « des amis et des alliés précieux ». En même temps, M. Ramaphosa insiste que « grâce à sa politique de non-alignement », le pays « a pu nouer des relations constructives avec la Russie et l'Ukraine ».

Cependant, la réalité politique sud-africaine ne peut être oubliée. Le parti du président, le Congrès National Africain (ANC), est en perte de vitesse et pour gagner les élections, une coalition a dû être érigée avec le parti de l'Alliance Démocratique (DA).

Le chef de ce dernier, John Steenhuisen, remet en question les propos tenus par Cyril Ramaphosa puisqu'il prétend que la Russie est « moins un allié de la nation qu'un régime autoritaire qui viole actuellement le droit international en menant une guerre d'agression impérialiste contre un État souverain »

L'opinion publique est comme tiraillée puisque le gouvernement propose désormais deux visions différentes quant à l'invasion russe en Ukraine. Bien que les deux partis essayent d'enterrer ce sujet de crispation, les propos tenus par le président sud-africain traduisent la remise en question du double discours diplomatique en plus de la politique de non-alignement.



Sarah BOULLIGNY

LE PROJET AUKUS RISQUE-T-IL DE TOMBER À L'EAU ?

Elle grandit, s'étend et s'enracine : l'ombre recouvrant le projet Aukus n'aura jamais été si dense que depuis ces derniers mois. En effet, son avenir n'a jamais semblé aussi troublé et incertain qu'aujourd'hui comme l'illustre les recherches du Congrès américain soulignant le risque d'explosions de coûts pour l'Australie concernant le programme de sous-marin liant cette dernière aux États-Unis et au Royaume-Uni depuis septembre 2021.



Le Congressional Research Service (CRS) vient de publier une version mise à jour de son rapport précédent, c'est par son biais que sont examinés les plans pour les États-Unis concernant la vente à l'Australie d'au moins trois sous-marins de classe Virginie dans les années 2030 avant que les sous-marins nucléaires de construction australienne n'entrent en service dans les années 2040.

Ce rapport se construit notamment sur les propos du ministre australien de la Défense, Richard Marles, tenus lors d'une interview avec le podcast politique du Guardian Australia, il y a de cela un an. Le ministre avait alors déclaré que l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni étaient « profondément engagés dans le succès de l'autre » en ajoutant que cela « met les trois pays dans une position où les enjeux sont trop grands pour échouer ». Toutefois, le rapport du CRS vient mettre en lumière un fait important : avec une telle posture, il ne serait en rien surprenant que le projet s'accompagne d'explosions budgétaires. « Certains observateurs soutiennent que les projets d'acquisition considérés comme trop importants pour échouer peuvent présenter un risque élever de croissance des coûts qui peut réduire leur rentabilité ».

Le rapport cite alors pour justifier sa position un document de 2020 expliquant que les gestionnaires ont tendance à allouer davantage de fonds afin de mener à bien un grand projet dès lors que l'idée « qu'une fois lancé, un mégaprojet est trop grand pour échouer et trop coûteux pour être arrêté » s'infiltrer dans les esprits de ceux qui sont à sa tête. Le rapport évoque par la suite différentes options qui permettraient, entre autres, aux États-Unis de vendre trois à cinq sous-marins de classe Virginie à l'Australie. L'une d'elles porte le nom de « division du travail » et repose sur la possibilité que la marine américaine puisse conserver la propriété de tous les sous-marins de classe Virginie tout en exploitant certains d'entre eux à partir d'une base navale australienne. Ces sous-marins effectueraient ainsi des missions américaines et australiennes et permettraient, en parallèle, à l'Australie de rediriger son financement jusqu'alors attaché aux sous-marins Aukus vers le financement d'autres capacités militaires (drones, munitions, bombardiers B-21 à longue portée). L'idée paraît attrayante du côté américain mais force est de constater que l'Australie ne perçoit pas cette alternative de la même manière. En effet, il semblerait qu'elle ne l'associe qu'à une perte notable du contrôle souverain australien vis-à-vis des sous-marins. Le projet Aukus avait à l'origine pour dessein de doter l'Australie de sous-marins à propulsion nucléaire, or en étant conscient des coûts de ce projet (jusqu'à 240 milliards de dollars sur trente ans) et face aux propos pessimistes du rapport du CRS, l'avenir de ce projet semble plus incertain que jamais.

Léa BLANCHET

AU CACHEMIRE, LES RELATIONS ENTRE L'INDE ET LA CHINE SE RÉCHAUFFENT

Quatre ans après les affrontements meurtriers ayant jetés un froid durable sur les relations bilatérales des deux puissances, le long de leur frontière contestée au Cachemire, l'Inde et la Chine veulent désormais coopérer pour apaiser les tensions et les risques de dérapages entre leurs garde-frontières. Cet accord bilatéral concerne une coopération pour organiser les patrouilles à la frontière séparant le Ladakh indien de l'Aksai Chin chinois. La frontière reste évidemment contestée, cet accord n'évoque qu'un dialogue approfondi et soutenu pour éviter toutes circonstances engendrant des violences, comme des patrouilles provocantes et trop proches de la ligne de démarcation, ou des infrastructures contestées.

Cet accord survient en marge du sommet des BRICS organisé à Kazan en Russie du 22 au 24 octobre derniers. Alors que les relations internationales sont particulièrement tendues dans plusieurs régions du globe à la fois, la Chine et l'Inde cherchent à réaffirmer leur indépendance face aux jeux d'alliance. Alors que la Chine reste un partenaire crucial pour la Russie, ou la Corée du Nord, et que l'Inde a développé ses partenariats avec l'Occident présent dans l'Indo-Pacifique, les deux géants asiatiques semblent vouloir s'émanciper des mécanismes d'alliances et de loyauté. Aussi bien à travers leur implication dans les BRICS+ ayant réaffirmé cette position à l'issue de leur sommet, que dans leurs relations bilatérales avec les autres pôles de puissance, ou encore au discours relativement similaire quant à l'organisation des institutions internationales à suivre. Aujourd'hui légèrement apaisée, le différent frontalier n'est pas au centre de leurs vies politiques intérieures respectives et ces deux pays gagnent plus à coopérer, dans le contexte actuel, qu'à approfondir un conflit armé.



Baptiste POULARD

EXERCICE MILITAIRE ENTRE MANILLE ET WASHINGTON : « KAMANDANG »

En réponse aux agissements belliqueux chinois envers Taïwan, les Etats Unis ont entrepris depuis le 15 octobre, leur exercices annuels dissuasifs avec les Philippines. L'exercice, nommé « Kamandang », engage plus de 2300 personnels venant de différents pays alliés comme le Japon, la Corée du sud l'Australie, et même le Royaume Uni.

Les différentes manœuvres auront lieu en mer, au Nord-Ouest de l'archipel, là où quelques jours plus tôt, le 11 octobre, un navire de la "Milice maritime chinoise" aurait délibérément heurté un navire civil à pavillon philippin. Il en est qu'une partie de la mer de Chine méridionale est revendiquée par les Philippines. Ainsi de nombreux accrochages viennent perturber la zone entre les acteurs où les agissements chinois sont souvent qualifiés « de contraire au droit international », par Manille qui accuse Pékin de « violer ses droits souverains dans la mer des Philippines occidentales ».



Il s'agit du second exercice de ce type mené par les Etats Unis dans la zone, le précédent avait lieu en mai, « Balikatan », où des assauts terrestres ont été mimés. Les exercices d'octobre, n'ont pas d'effectivité offensive, mais davantage défensive, où les partis ont prévu d'opérer des tactiques maritimes de défense, notamment en s'entraînant avec les nouvelles technologies américaines, permettant la mise à feu du système balistique « Typhon », pouvant employer des missile Tomahawk. Le général de brigade Vicente Blanco, directeur de l'exercice côté philippin décrit les exercices comme "une doctrine de défense côtière" et ajoute qu'ils « ne s'entraînent pas pour participer au combat ». Les exercices ont eu lieu du 15 au 25 octobre, et permettent d'affirmer une présence américaine dans la zone, alors que la Chine continue de frôler la déclaration ouverte de guerre avec Taïwan.

Rodolphe UGUEN

AMÉRIQUES

SAISIE DE DROGUE HISTORIQUE AU MEXIQUE

Vendredi 18 octobre, la marine mexicaine a annoncé avoir saisi près de 8,3 tonnes de drogues dans le Pacifique, au large des côtes mexicaines. La valeur totale de la marchandise est estimée à 2,099 milliards de pesos, soit 134,5 millions d'euros.

Le Mexique est depuis longtemps la plaque tournante du trafic de drogue en Amérique. Ces drogues sont produites en Amérique du Sud, le plus souvent en Colombie et au Pérou, et transitent par le Mexique pour atteindre les États-Unis. La marine mexicaine a assuré, sans préciser le type de drogue saisi : « Cela représente la plus grosse quantité de drogue saisie lors d'une opération maritime, sans précédent dans l'histoire de l'institution ».

La saisie a été effectuée dans l'État du Michoacan, au sud-ouest de la ville de Lazaro Cardenas, sur la côte est du pays. Cet État est particulièrement connu pour la présence et l'affrontement des gangs liés au trafic de drogue, dont celui de *Jalisco Nueva Generacion*. La marine mexicaine a annoncé avoir arraisonné cinq hors-bords et un semi-submersible, et arrêté 23 personnes. Cette opération a battu tous les records, la précédente saisie la plus importante a eu lieu en 2007, où 23 tonnes de cocaïne avaient été interceptées.



La nouvelle présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, qui a pris ses fonctions le 1er octobre, a présenté un « plan national de sécurité », visant à réduire la violence présente dans le pays. Le bilan de la crise sécuritaire traversée par le Mexique est lourd : on compte près de 180 000 meurtres depuis 2018.

Ce plan est organisé en quatre axes afin de lutter contre les cartels au Mexique : il s'appuie sur la prévention, le renseignement, la présence et s'attaque aux causes même de la violence. Il inclut également la « coordination entre les différents pouvoirs et niveaux de gouvernement », et prône la « zéro impunité ». L'expérience de Claudia Sheinbaum en tant que maire de Mexico est considérée comme positive sur le plan sécuritaire : le taux d'homicides de la capitale a chuté de moitié en moins de cinq ans sous son mandat. Elle souhaite appliquer sa méthode à l'ensemble du pays.

Son prédécesseur Andrés Manuel López Obrador, au slogan bien connu : "Abrazos, no balazos" avait employé une méthode dite « douce » afin de traiter les problèmes sécuritaires. Son bilan reste cependant mitigé : certains affirment que la lutte mise en place contre les cartels n'était pas assez efficace, ce qui a contribué à leur enracinement.

Blanche ARMINJON

AMÉRIQUES

BICENTENAIRE DU RETOUR DE LA FAYETTE : UN VOL SYMBOLIQUE POUR CÉLÉBRER L'AMITIÉ FRANCO-AMÉRICAINE"

Entre le 17 et le 21 octobre 2024, afin de célébrer le bicentenaire du retour triomphal du marquis de La Fayette aux États-Unis, deux Rafale de l'Escadron de Chasse 2/4 « La Fayette » et un avion ravitailleur A330 MRTT Phénix ont survolé des sites emblématiques comme Washington D.C. et Yorktown. Ces vols symboliques, organisés par l'Armée de l'Air et de l'Espace, marquent une nouvelle étape dans les relations entre la France et les États-Unis.



La figure du marquis de La Fayette est indissociable de la lutte pour l'indépendance américaine. En 1777, à seulement 19 ans, il rejoint les insurgés américains, séduit par leur quête de liberté contre l'opresseur britannique. Rapidement promu général par George Washington, son rôle dans la guerre d'indépendance est décisif. En 1781, la victoire de Yorktown, à laquelle il contribue activement, scelle la défaite britannique et la naissance des États-Unis. De retour en France, il persuade Louis XVI de soutenir la rébellion américaine.

La bataille de Yorktown marque ainsi la fin du conflit et l'indépendance américaine est officialisée par le traité de Paris en 1783.

L'escadron de chasse historique 2/4 « La Fayette » perpétue l'héritage de l'escadrille La Fayette, créée en 1916 durant la Première Guerre mondiale. Cette unité regroupait des pilotes américains volontaires qui s'étaient engagés pour soutenir la France.

Le survol de lieux emblématiques, notamment Yorktown et la base navale de Norfolk, rappelle les liens profonds entre la France et les États-Unis. La date du 19 octobre, jour marquant la victoire de Yorktown en 1781, a été particulièrement mise en lumière lors des commémorations. Les avions français ont également volé en formation avec un F-22 Raptor américain, symbolisant l'alliance militaire moderne entre les deux pays.

Le nom de La Fayette continue de résonner dans les relations diplomatiques et militaires franco-américaines. Outre l'escadron, une frégate multi-missions de la Marine nationale porte également le nom de La Fayette, tout comme un futur bâtiment de l'US Navy. Ces symboles démontrent l'influence durable de cet homme sur les relations entre la France et les États-Unis.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

COLOMBIE : UN PARADOXE ENTRE PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET PRODUCTION DE COCAÏNE

La 16e conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique se déroule du 21 octobre au 1er novembre 2024, à Cali, en Colombie. Cette COP a lieu deux ans après la signature de l'accord de Kunming Montréal au cours de la COP15 en 2022. Ce dernier entrevoit la protection de 30% des terres et des mers du globe d'ici 2030.

La COP16 qui se tient actuellement apparaît comme un moyen de faire avancer la lutte contre l'affaiblissement de la biodiversité à l'échelle planétaire.

La biodiversité de la Colombie est très menacée : la ministre de l'environnement, Susana Muhamad, assure qu'il ne suffit pas de « continuer à négocier des engagements », mais bien de « les mettre en œuvre ».



En parallèle, la production de cocaïne a grandement augmenté en Colombie. Ce trafic ne semble pouvoir s'arrêter en dépit des mesures prises par le gouvernement qui peine à trouver des solutions. La taille des champs de coca ne cesse de croître depuis trois ans. Cela représente une menace pour la santé publique, mais aussi pour la biodiversité. En effet, 4% de la production se localise dans les parcs nationaux colombiens et 14% dans les réserves forestières. Selon un rapport de l'ONUDC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime), la production aurait doublé en 2023.

Cette explosion s'explique en grande partie par le développement d'un nouvel écosystème : en 2016, après des années de conflit, le président colombien Juan Manuel Santos a signé un accord de paix avec la guérilla des FARC, les Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes. Des dissidents révolutionnaires se sont ancrés dans les régions de coca pour améliorer leur rendement. D'autre part, l'interdiction de l'utilisation du glyphosate à grande échelle pour détruire les plants a bénéficié à la feuille de coca qui s'est proliférée. Le pays est désormais en surproduction de coca, les stocks de pâte, servant à fabriquer la cocaïne, se sont accumulés et les prix ont chuté. Le président actuel, Gustavo Petro, se dit prêt à négocier avec les milices qui encadrent le trafic afin de réguler le phénomène, et aspire à ce que les terres soient à nouveau utilisées pour l'agriculture.

Le gouvernement colombien, par la COP16, a l'ambition de trouver des solutions pour réduire les impacts nocifs sur la biodiversité tant à l'échelle locale qu'internationale, qui se dégrade davantage par la production croissante de cocaïne dans le pays.

Wandrille PICAULT

ARMEMENT

AUKUS : LE PARTENARIAT TRILATERAL ENTRE L'AUSTRALIE, LES ETATS-UNIS ET LE ROYAUME-UNI

Le partenariat AUKUS, annoncé en septembre 2021, est une alliance de sécurité entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, formée pour stabiliser la région de l'Indo-pacifique. Son objectif est de faire face aux défis régionaux croissants, tels que la Chine, et de renforcer la coopération militaire et technologique entre ces pays. Au centre de cette alliance est l'acquisition par l'Australie de sous-marins à propulsion nucléaire et armés de manière conventionnelle (SSN). Cette décision permet non seulement à l'Australie de moderniser ses capacités de défense, mais aussi de maintenir un ordre international fondé sur la coopération.



Le pacte AUKUS est né de priorités stratégiques changeantes, à cause de l'influence accrue de la Chine dans la région, posant des défis à la liberté de navigation et à la souveraineté régionale. Le gouvernement australien, précédemment engagé dans un contrat pour des sous-marins avec la France, s'est orienté vers une option à propulsion nucléaire avec AUKUS pour combler son manque de sécurité dans ce département.

Le SSN-AUKUS est un sous-marin de prochaine génération intégrant des technologies des trois pays. L'Australie et le Royaume-Uni construiront et exploiteront le SSN-AUKUS, renforçant ainsi leur capacité industrielle à produire des sous-marins nucléaires interopérables au cours des prochaines décennies. Ce plan nécessite un partage d'informations sûr et une intégration profonde des chaînes d'approvisionnement industrielles entre les trois nations, soutenant la croissance de l'Australie en capacités techniques et en capital humain nécessaires pour gérer de manière responsable cette flotte.

Ces derniers temps, les pays de l'alliance AUKUS ont collaboré dans le cadre de l'initiative « Maritime Big Play » pour renforcer les capacités maritimes autonomes des sous-marins. L'Australie a dirigé l'événement « Autonomous Warrior », testant des systèmes sans équipage, des solutions de communication en haute altitude et des architectures de réseau intégrées sécurisées. Les exercices visent à améliorer l'interopérabilité, ainsi que la connaissance maritime en temps réel.

En conclusion, cette alliance historique renforce la présence sous-marine collective des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie dans la région indo-pacifique, en s'alignant sur des valeurs partagées telles que la liberté, les droits de l'homme et le respect de l'État de droit. En avançant dans ces objectifs, AUKUS renforce un front uni, soutenant la stabilité, la prospérité et la paix dans un paysage mondial de plus en plus complexe. À mesure de son développement, son cadre collaboratif devrait redéfinir les alliances en matière de défense et de technologie, promouvant la sécurité mutuelle et renforçant la dissuasion dans l'Indo-Pacifique pour les décennies à venir.

Nael YEBKA

ARMEMENT

LE DRONE LANCET : UNE RÉVOLUTION STRATÉGIQUE ET ÉCONOMIQUE

Nous avons évoqué dans le dernier numéro la place probante qu'occupent les drones dans les conflits armés actuels par le biais d'une innovation ukrainienne, les drones "dragon". Aujourd'hui, nous aborderons le sujet des drones russes, plus particulièrement le drone "Lancet Z-52", une révolution et un avantage dans une économie de guerre où les dépenses sont comptées.

Le drone Lancet, développé par ZALA Aero (filiale de JSC Kalashnikov Concern), est doté de capacités de frappe précises, ce drone kamikaze est conçu pour neutraliser des cibles terrestre et aérienne.

Avec une charge utile de 3 à 5 kgs et une portée de 40 kms, le Lancet se distingue par son efficacité et son coût compétitif d'environ 30 000 dollars US. Il se distingue aussi par sa polyvalence, avec la possibilité d'équiper des charges explosives creuses mais aussi à fragmentation. Bien que certaines pièces proviennent de l'étranger, la majorité de la production est locale, ce qui permet de réduire les coûts tout en maintenant une certaine fiabilité.

Il est souvent comparé avec le drone iranien Shahed 136, aussi utilisé par la Russie, celui-ci se concentrant plus sur une approche de saturation que de précision en submergeant les défenses ennemies. Le système iranien, plus performant en terme de portée, reste moins précis tout en restant abordable (environ 20 000 dollars US l'unité). En effet, l'un des principaux avantages des drones kamikazes comme le Lancet et le Shahed 136 réside dans leur capacité à offrir une puissance de feu à moindre coût. Les nations peuvent ainsi augmenter leur capacité offensive sans investir dans des systèmes d'armement plus coûteux, tels que des avions de combat ou des missiles de croisière. Cette approche est particulièrement attrayante pour des pays faisant face à des contraintes budgétaires mais souhaitant maintenir une posture militaire forte.

Les déploiements récents du Lancet en Ukraine ont démontré son efficacité. Des rapports indiquent des destructions ciblées de véhicules et d'équipements adverses. Ce succès opérationnel renforce l'attrait de ce type d'armement, surtout dans des conflits où la précision est essentielle afin de maximiser l'impact sur les forces ennemies.

En somme, le drone Lancet, par son design innovant et son coût de production avantageux, illustre une évolution significative dans le paysage militaire. Alors que les conflits modernes exigent des réponses rapides et efficaces, des drones comme le Lancet et le Shahed 136 permettent aux nations de moderniser leurs arsenaux tout en respectant des budgets serrés. Ce changement vers des armements à bas coût pourrait redéfinir les stratégies militaires des prochaines décennies.



Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ

DÉFENSE

REMANIEMENT CHEZ AIRBUS, DANS SA DIVISION “DEFENCE AND SPACE”

Le 16 octobre 2024, Airbus annonce son souhait de supprimer 2 500 postes dans sa division “Defence and Space” d’ici mi-2026, ce qui représente 7 % de ses salariés. Cette division d’Airbus emploie plus de 35 000 personnes en Europe, dont 7 300 en France, notamment à Toulouse, et 13 200 en Allemagne. Cette annonce a été faite lors du comité européen qui s’est tenu à Ottobrunn, en Bavière, où se trouve le siège de cette filiale d’Airbus.

Ce comité s’inscrit dans une stratégie de réduction des coûts visant à assurer la pérennité et la compétitivité d’Airbus Defence and Space. Cependant, la branche est confrontée à des pressions croissantes dans un marché où la concurrence s’intensifie et les défis technologiques et budgétaires augmentent.

En effet, les divisions spatiale et militaire de l’entreprise subissent une baisse de la demande de satellites et prennent du retard dans le domaine des lanceurs face à des acteurs plus compétitifs comme SpaceX.



La situation, déjà tendue en raison des retards pris dans les projets du lanceur Ariane 6, s’est encore aggravée. Elle a été exacerbée par la perte récente de clients européens de premier plan, comme l’organisation EUMETSAT. Cette dernière, qui avait initialement prévu de confier le lancement de son satellite météorologique MTG-S1 à Ariane 6, l’a finalement confié à SpaceX. Ce choix s’explique par les options de lancement plus flexibles et abordables que propose SpaceX grâce à la réutilisabilité de sa fusée Falcon 9.

Ce report souligne les difficultés de l’industrie européenne à rivaliser avec SpaceX et d’autres acteurs comme la United Launch Alliance aux États-Unis et l’agence spatiale indienne ISRO, qui commencent eux aussi à capter une part du marché européen.

Ce plan de réduction d’effectifs s’accompagne donc de mesures visant à recentrer certaines activités et investissements dans les nouvelles technologies pour répondre aux besoins changeants du secteur “Defence and Space”. Toutefois, cette décision suscite des préoccupations au sein du personnel et des syndicats, qui redoutent une perte de compétences et une diminution des capacités industrielles européennes dans le domaine spatial.

La décision prise dans ce comité marque donc un tournant pour l’avenir de l’entreprise, confrontée à de nouveaux impératifs ; elle se doit de rester compétitive dans un secteur où l’innovation et le progrès technique sont primordiaux

Julien LAURENCIN - Pierre TERNAULT

SOURCES

• EUROPE

◦ Où en est le programme de chasseur de 6e génération "Tempest"

- « Le Parti travailliste réduit de 160 millions de livres sterling son programme d'avions de combat de nouvelle génération », Nick Gutteridge, The Telegraph, 15/10/2024.
- « Le chef de l'armée de l'air italienne se rend au Japon pour parler des avions de chasse de nouvelle génération », Tom Kington, Defense News, 22/09/2022.
- « Le Japon, le Royaume-Uni et l'Italie vont accélérer le développement d'un avion de chasse de nouvelle génération », Giulia Bernacchi, The Defense Post, 22/10/2024.

◦ Le Portugal face aux émeutes dans les banlieues de Lisbonne

- « Au Portugal, deuxième nuit de violences dans la banlieue de Lisbonne, après qu'un homme noir a été tué par la police », Le Monde, 23/10/2024.
- « Homme noir tué par la police au Portugal : le gouvernement usera de « tous les moyens » pour mettre fin aux violences dans les banlieues de Lisbonne », Le Monde avec l'AFP, 24/10/2024.
- « Lisbonne : la mort d'un homme noir tué par la police provoque le trouble dans les banlieues », AFP, Brut, 23/10/2024.
- « Des milliers de manifestants réunis à Lisbonne contre la violence policière après la mort d'un homme », Ouest France, 26/10/2024.

◦ L'industrie de défense française et européenne face aux défis de souveraineté et de coopération

- « Les industries françaises de défense », Benoit Rademacher, Vie Publique, 27/09/2022.
- « UE : une stratégie européenne pour l'industrie de défense », la Rédaction, Vie Publique, 08/03/2024.
- « La défense, nouvelle priorité industrielle de la prochaine Commission européenne », Philippe Jacqué, Le Monde, 29/04/2024.
- « Europe : à quand une économie de guerre ? », Emmanuel Berretta, Le Point, 14/03/2024.
- « L'industrie d'armement française, après des années de budgets contraints, sommée de produire plus, plus vite, moins cher », Véronique Guillermand, Le Figaro, 05/03/2024.

• MOYEN-ORIENT

◦ Proposition de trêve à Gaza par le président Égyptien Al-Sissi, espoir d'un « cessez le feu complet » ?

- « Sissi propose une trêve de deux jours à Gaza en échange de la libération de quatre otages », L'Orient-le Jour, 27/10/2024
- « Guerre à Gaza : le président égyptien propose une trêve de deux jours pour libérer quatre otages israéliens », Le Parisien, 27/10/2024
- « Israël déclare que la mort du chef du Hamas marque le "début de la fin" de la guerre à Gaza », France Inter, 18/10/24
- « En direct : frappe israélienne meurtrière au sud du Liban, la population de Tyr appelée à évacuer », France 24, 28/10/2024
- « Guerre au Proche-Orient, jour 387 : Israël frappe le nord de Gaza et le Liban, après l'Iran », La Croix (avec AFP), 27/10/2024
- « Le chef du Mossad israélien dimanche à Doha pour discuter de la libération des otages à Gaza (bureau de Netanyahu) », L'Orient le jour, l'AFP, 24/10/2024.

SOURCES

- **Menaces de l'intérieur : le démantèlement d'un réseau d'espionnage en Israël pour le compte de l'Iran, par une mission anticipée depuis deux ans**
 - « Sept Israéliens arrêtés pour espionnage pour le compte de l'Iran », France Info, 21/10/2024
 - « Seven Jewish Israelis arrested for spying for Iran on security figures, IDF bases », The Times of Israël, 21/10/2024
 - « Israel launched strikes on Iran in a retaliatory attack. Here's what we know », CNN World, 27/10/24
 - « Frappes israéliennes en Iran : le bilan s'alourdit à 4 morts, selon Téhéran », TF1 Info, 26/10/2024
- **Entre faits établis et accusations de mises en scène : l'incendie de l'hôpital des Martyrs d'al-Aqsa et la bataille narrative autour du conflit à Gaza**
 - « "Il ne restait que le squelette de la mère" : à Gaza, l'hôpital Al-Aqsa en flammes après des frappes israéliennes », France Info, 15/10/2024
 - « "Pallywood" : la vidéo d'un homme brûlé vif à Gaza relance les thèses conspirationnistes », Le Monde, 19/10/24
 - « Homme brûlé à Gaza : pourquoi les accusations de mise en scène ne tiennent pas la route », Les Observateurs France 24, 17/10/2024
 - « Dans le nord de Gaza, les habitants ont le sentiment de "vivre en sursis" », Courrier International, 17/10/24
- **AFRIQUE**
 - **Une instabilité renforcée au Nord-Kivu en raison d'un cessez-le-feu non respecté**
 - « RDC : le M23 prend le contrôle de la ville stratégique de Kalembe », Africanews, 21/10/2024.
 - « Les rebelles du M23 s'emparent d'une ville disputée dans l'est de la RDC », Le Monde, 24/10/2024.
 - « RDC : les rebelles du M23 revendiquent la prise de Kalembe, une ville dans l'est du pays », RFI, 21/10/2024.
 - **Tchad-Centrafricain : Création d'une force mixte de sécurisation des frontières**
 - « La Centrafrique et le Tchad s'accordent pour créer une force mixte de sécurisation des frontières », Jeune Afrique, 24/10/2024.
 - « Bangui : Le Tchad et la Centrafrique créent une force mixte de sécurité frontalière », Sahel Intelligence, 24/10/2024.
 - **La stratégie sud-africaine de non-alignement remise en question**
 - « Russie-Afrique du Sud : Cyril Ramaphosa coincé entre ses deux alliés », Jeune Afrique, 25/10/2024.
 - « L'Afrique du Sud engagée de « manière constructive » avec la Russie et l'Ukraine », Le Monde, 28/10/2024.

SOURCES

• ASIE

◦ **Le projet AUKUS risque-t-il de tomber à l'eau ?**

- « US congress research warns of risk of cost blowouts for Australia in Aukus submarine program », *The Guardian*, 18/10/2024.
- « Sous-marins Aukus : le projet « va se concrétiser », insiste l'Australie », *Le Marin*, 22/03/2024.
- « L'Australie pourrait quitter l'alliance Aukus », *BFM TV*, 22/10/2024.

◦ **Au Cachemir, les relations entre l'Inde et la Chine se réchauffent**

- « L'Inde et la Chine font un pas crucial vers des relations apaisées », *Courrier International*, 22/10/2024.
- « Ladakh deadlock ends: India, China reach agreement on LAC patrolling », *Times of India*, 22/10/2024.
- « L'Inde et la Chine s'accordent sur les patrouilles à leur frontière », *RFI*, 22/10/2024.
- "Sommet des Brics : une démonstration de pouvoir des Russes qui a montré ses limites", *franceinfo*, 25/10/24.

◦ **Exercice militaire entre Manille et Washington : « Kamandang »**

- « Washington et Manille lancent des exercices militaires, après les manœuvres chinoises », *L'Orient le Jour*, 15/10/2024.
- « US militarizing region with mid-range missile system deployment in Philippines: experts », *Global Times*, 22/10/2024.
- « US begins another military exercise with the Philippines and other Asian allies near Taiwan strait », *People Dispatch*, 17/10/2024.

• AMÉRIQUES

◦ **Saisie de drogue historique au Mexique**

- « Une opération sans précédent : plus de huit tonnes de drogues saisies au large du Mexique », *Ouest France*, 19/10/2024.
- « Mexique : saisie record de 8,3 tonnes de drogues dans le Pacifique », *Le Figaro*, 19/10/2024.
- « Retour sur le trafic de drogue et le plan de Claudia Sheinbaum pour lutter contre les cartels au Mexique », *France Culture*, 26/10/2024.

◦ **Bicentenaire du retour de La Fayette : un vol symbolique "pour célébrer l'amitié franco-américaine"**

- « Des Rafale envoyés aux Etats-Unis pour commémorer La Fayette », par Jean-Baptiste Leroux, *Armées*, 22/10/24
- « L'Escadron de Chasse 2/4 Lafayette aux États-Unis pour le bicentenaire du retour triomphal du marquis de Lafayette », par Gaétan Powis, *Air et Cosmos*, 22/10/24
- « Des Rafale aux États-Unis pour commémorer La Fayette », par la Direction du Ministère des Armées, *Ministère des Armées*, 20/10/24

◦ **Colombie : un paradoxe entre préservation de l'environnement et production de cocaïne**

- « La production de cocaïne explose en Colombie, pays hôte de la Cop16 sur la biodiversité », *France Info*, 24/10/2024
- « COP16 : la Colombie, un pays hôte dont la biodiversité est très menacée », *Reporterre*, 21/10/2024
- « COP16 biodiversité », *Ministère de la transition écologique*

SOURCES

- **armement**

- **AUKUS : Le partenariat trilateral entre l'Australie, les Etats-Unis et le Royaume-Uni**

- « The AUKUS nuclear-powered submarine pathway - a partnership for the future », Le gouvernement de l'Australie, 2023
- « US congress research warns of risk of cost blowouts for Australia in Aukus submarine program », The Guardian, 18/10/2024
- « AUKUS partners wrap up tests of autonomous and networked systems », Naval Today, 30/10/2024

- **Le Drone Lancet : Une révolution stratégique et économique**

- « Russian Lancet-3 Kamikaze Drone Filled with Foreign Parts: Western Parts Enable Russian Lancet-3 Drone to Have Advanced Targeting and Anti-jamming Capabilities », Spenser Faragasso, Institute for science and international security, 18/12/2023
- « What to know about Shahed-136 drones, which Iran used to attack Israel », Kate Brown et William Neff, The Washington Post, 16/04/2024
- «ANALYSIS: Russian Lancet Kamikaze Drone in Ukraine: An Overview », Bohan Tuzov, Kyiv Post, 12/11/2023
- « Russia Steps Up Deployment Of Lancet Kamikaze Drones, But How Effective Are They? », David Hambling, Forbes, 25/06/2024

- **DÉFENSE**

- **Remaniement chez Airbus, dans sa division "Defence and Space"**

- « Coup dur chez Airbus : jusqu'à 2500 postes supprimés dans les divisions militaires et spatiales », Jean-Baptiste Giraud, Armées.com, 23/10/2024.
- « Airbus Defence and Space compte supprimer 2500 postes en Europe », Bénédicte Dupont, France Bleu, 16/10/2024.
- « Airbus Defense & Space : 2500 suppressions de postes ! Préserver les compétences pour garantir l'avenir », FO Ariane Group, 16/10/2024.
- « Airbus va supprimer jusqu'à 2500 postes dans sa branche défense et espace », RTS, 16/10/2024.
- « Airbus Defence and Space annonce un plan de réduction de ses effectifs de 2.500 postes », Anne Bauer, Les Echos, 16/10/2024.



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

